

circonscription Loire																
Lela Bencharif, Candidate EELV, 4^{ème} circonscription Loire	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Artigues candidat Modem, de Loire St Etienne	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Faverjon candidat FDG, de Loire St Etienne	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Pécel candidat FDG de Loire St Etienne	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Florence Perrin, candidate PS, 10^{ème} circonscription du Rhône (69)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Henri Morandini, candidat FG, 2^{ème} circonscription de Savoie (73)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Nos 16 propositions pour une Terre solidaire

Evasion Fiscale

1. Imposer la transparence financière pays par pays des entreprises multinationales
2. Aider les pays du Sud à renforcer leurs administrations fiscales et à accompagner la reconversion économique des paradis fiscaux.
3. Imposer aux banques de dévoiler les noms des contribuables français évadés fiscaux, à l'instar de ce qu'ont fait avec succès les États-Unis en identifiant ainsi près de 15 000 de leurs ressortissants.
4. Compléter la liste française des paradis fiscaux en y intégrant TOUS les territoires opaques, y compris dans les pays de l'UE et aux portes de la France.

Responsabilité des multinationales

5. Exiger la responsabilité juridique des multinationales vis-à-vis de leurs filiales et de leurs sous-traitants
6. Renforcer l'obligation de transparence des multinationales en matière d'impacts sociaux, environnementaux et de droits humains.
7. Obliger les entreprises bénéficiaires de subventions publiques à étudier l'impact des projets financés sur l'environnement et les droits humains. Ainsi, les fonds publics ne pourront pas être à l'origine de violations des droits humains, des droits des travailleurs et de l'environnement.
8. Lever les obstacles à l'accès à la justice en France pour les victimes des pays non européens, par exemple, en inversant la charge de la preuve et en introduisant dans le droit national la possibilité d'action de groupe (action de classe), permettant ainsi à un ou plusieurs demandeurs d'intenter une action en justice au bénéfice d'un groupe de personnes.

Souveraineté alimentaire

9. Lutter contre la spéculation sur les marchés agricoles de matières premières
10. Mettre en place des stocks de régulation qui permettraient de temporiser les fortes hausses ou baisses de prix par introduction sur les marchés ou stockage de denrées.
11. Rendre transparentes les informations relatives à la production et aux stocks, y compris pour les agro-industriels et le secteur agroalimentaire.
12. Stopper l'incitation à la production d'agrocarburants dans les pays en développement, ce qui exige d'abandonner le calendrier européen qui prévoit l'incorporation de 10 % d'agrocarburants dans le secteur des transports d'ici à 2020.

Respect des droits des migrants

13. Renégocier des accords de gestion concertée, sur une base juste et équitable, fondés sur le respect des droits des migrants et en les dissociant de la politique d'aide au développement.
14. Promouvoir une gouvernance mondiale et une gestion multilatérale des migrations, en encourageant la construction d'espaces de concertation régionale et internationale, et en reconnaissant leur juste place aux agences onusiennes et aux acteurs de société civile.
15. Ratifier la Convention des Nations Unies de 1990 pour la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles.
16. Encourager les autres pays de l'Union Européenne à aller vers la ratification.